ÉLECTIONS LÉGISLATIVES - MARS 1967 - 3° CIRCONSCRIPTION DU VAL D'OISE



ELECTEURS, ELECTRICES D'ARGENTEUIL-BEZONS

VOICI VOS CANDIDATS:

DEFRESNE

A ARGENTEUIL

SUPPLÉANT:

DOCTEUR

J. CHAUVIN

MÉDECIN DE QUARTIER

A BEZONS



CANDIDATS DE REGROUPEMENT DEMOCRATIQUE

INVESTIS PAR LE COMITÉ D'ACTION POUR LA V° RÉPUBLIQUE

TOUS LES ÉLUS de la circonscription sont membres du Parti Communiste.

Et pourtant, la majorité des 57.000 électeurs qui y sont inscrits n'est pas communiste.

On fait dire que ces élus sont « efficaces » et réalisateurs. Les électeurs savent bien que les réalisations locales n'ont pu apparaître que grâce à la stabilité politique que nous connaissons depuis 1958, à un budget de l'Etat équilibré, après des dizaines d'années de stagnation.

Quoi qu'il en soit, il s'agit, lors de cette élection législative, de tout autre chose que d'administration communale ou départementale : il s'agit de définir et de promouvoir une politique qui engage la France entière, son indépendance, sa prospérité, la liberté de ses citoyens. Pour cela, il n'est pas possible de faire confiance à la volonté totalitaire du Parti Communiste, dont les élus ne sont que des exécutants.

QUE FAUT-IL FAIRE ?

Devant ces constatations, le Regroupement Démocratique de tous ceux qui se refusent à voter communiste, est une tâche qui s'impose.

Il faut que des hommes vivant quotidiennement au milieu de la population d'ARGENTEUIL et de BEZONS (et non pas « parachutés » de l'extérieur pour les besoins de la cause), connus de leurs concitoyens comme des hommes compétents, libres de toute attache avec les formations politiques existantes ou passées, il faut que ces hommes permettent à tous les électeurs non communistes, désireux de voir se réinstaurer dans nos communes une véritable vie démocratique, de se regrouper autour de quelques idées simples, mais fondamentales.

C'est pour cela que j'ai accepté de poser ma candidature, et que le Docteur CHAUVIN est mon suppléant.

Nous avons accepté l'investiture du Comité d'Action pour la Ve République parce que nous pensons que la France, si elle ne veut pas retomber dans l'impuissance et le chaos que nous avons connus avant 1958, doit conserver, consolider, perfectionner la Constitution qu'elle s'est donnée par un vote massif, le 28 septembre 1958.

Dans un esprit de parfaite analyse de la situation locale, le Centre Démocrate a décidé de ne pas promouvoir d'autre candidature.

NOS IDÉES



PROGRES SOCIAL - PROMOTION SOCIALE - JUSTICE SOCIALE

- Grâce à une expansion économique, planifiée pour servir les hommes et non les intérêts particuliers :
- par la diffusion de l'enseignement, et la culture permanente de toutes les catégories de citoyens;
- par la participation de tous les collaborateurs des entreprises à la vie même de ces entreprises, selon des modalités pratiques à étudier et à mettre en place en accord entre la direction de celles-ci et les grandes organisations d'un syndicalisme majeur, compétent, vraiment représentatif, et décidé à une participation loyale et constructive, tout en conservant l'unité de direction nécessaire au bon fonctionnement de l'entreprise :
- par la protection efficace, donc sans démagogie verbale, des plus faibles: petits salariés, mal logés, handicapés physiques, vieillards, petits retraités, veuves, victimes des guerres, des cataclysmes, des déplacements d'industries, des expropriations, de l'inflation et d'une fiscalité trop souvent injuste;
- par l'éducation et la protectjon morale et physique des jeunes de nos banlieues, trop souvent livrés aux « bandes », au risque de se laisser entraîner à devenir des inadaptés ou des délinquants.

LIBERTE DES PERSONNES

Rien ne se fera d'humainement valable sans un climat de liberté, assuré par des institutions vraiment démocratiques permettant la vie propre et l'épanouissement des communautés naturelles : familles, groupements culturels et sportifs, syndicats professionnels, associations d'éducation et de parents d'élèves, communes, etc.

Cette Liberté ne peut pas se passer d'une Presse et d'une Radiodiffusion honnêtes et objectives.

Progrès social et Liberté ne pourront s'épanouir que dans un cadre

de vie pensé et réalisé pour les Hommes : c'est cela la tâche même de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, de la Construction des Logements.

LA PAIX PAR LA CONSTRUCTION DE L'EUROPE

La construction de l'Europe est le premier moyen d'assurer une PAIX durable. Il faut, d'abord, établir des fondations solides, résultat d'accords d'harmonisation entre Etats, en matière économique, douanière, militaire, monétaire, fiscale, culturelle, sociale, scientifique.

Mais il faut qu'un grand dessein politique guide ceux qui construisent ces fondations. Il faut vouloir, pour répondre à l'attente des PEUPLES, aboutir un jour — probablement encore lointain, mais inéluctable — à une FEDERATION EUROPEENNE.

Tant que les dangers de guerre existeront, et que les Etats-Unis et la Russie ne seront pas décidés à détruire leurs armes atomiques, tant que des accords internationaux ne seront pas intervenus pour aboutir à un véritable désarmement contrôlé et simultané, le devoir des Français, est hélas de donner une défense nationale efficace, et pour cela, de s'assurer la possession des armes de dissuasion les plus modernes.

Tout n'est pas possible, tout de suite, et en même temps.

Mais RIEN N'EST POSSIBLE si la France n'a pas d'institutions politiques permettant au GOUVERNEMENT de gouverner efficacement dans la stabilité, avec le concours d'un PARLEMENT qui légifère sérieusement et qui contrôle librement les actes du Gouvernement.

Ces institutions existent : elles s'appellent la CONSTITUTION DE LA Ve REPUBLIQUE. Cette constitution doit être conservée : elle peut et doit être améliorée, dans le sens notamment d'une meilleure participation du Parlement au travail législatif et d'une synchronisation entre l'élection des Députés et celle du Président de la République au suffrage universel.

LA Ve REPUBLIQUE N'EST PAS, POUR NOUS, UN PARTI: toutes les familles politiques de ce Pays doivent y trouver leur place. A condition, bien entendu, que leur premier objectif ne consiste pas à la démolir!

ARGENTEUILLAIS, BEZONNAIS !

Rappelons-nous, au moment de voter, que si nous avons maintenant la stabilité gouvernementale indispensable à toute action d'ensemble suivie et efficace, un budget en équilibre, une monnaie forte, l'amitié des pays sous-développés, et notamment des peuples décolonisés, la PAIX enfin, nous le devons aux institutions de la Ve République. Le 28 Septembre 1958, par plus de 4.000 voix de majorité, vous avez voté la Constitution, à l'appel du Général de GAULLE: Ne vous déjugez pas.

Un énorme travail reste à accomplir dans nos villes pour en faire de vraies villes vivantes :

- poursuite de la rénovation des centres urbains, animation de la Z.U.P., réalisation de la Zone Industrielle ;
- équipement social et hospitalier, sportif, culturel, téléphonique ;
- renforcement des transports publics pour les adapter mieux aux besoins quotidiens des usagers ;
- aménagement des bords de Seine en promenades et espaces verts ;
- défense et harmonisation de la vie et des intérêts de nos villes dans le cadre du District et de notre nouveau département du Val-d'Oise.

Nous avons pleinement conscience que, habitant comme vous Argenteuil et Bezons, et y travaillant, nous connaissons vos problèmes et vos difficultés, et que nous serons, au Parlement et auprès des Ministères, les meilleurs interprètes de la POPULATION TOUT ENTIERE, SANS EXCLUSIVES POLITIQUES.

ET A VOUS QUI ÊTES TENTÉS DE VOUS ABSTENIR DE VOTER, nous disons ceci :

La simple lecture des résultats des dernières élections législatives, municipales, cantonales, et des référendums, démontre de manière incontestable que c'est grâce à ceux qui ne sont pas allés voter, que le Parti Communiste a gagné.

VOTRE VOTE PEUT SUFFIRE A RENVERSER LA SITUATION.

VOTEZ POUR

Jean DEFRESNE Docteur Jean CHAUVIN

Architecte à ARGENTEUIL

et

Médecin de quartier à BEZONS Suppléant

Né à Argenteuil - Marié, 4 enfants

Né à Cloyes (E.-et-L.) - Marié, 10 enfants

CANDIDATS DE REGROUPEMENT DEMOCRATIQUE Investis par le Comité d'Action pour la Ve République.